

## EXECUTIEVEN — EXECUTIFS

## REGION WALLONNE

F. 82 — 1571

17 SEPTEMBRE 1982. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon fixant les règles de répartition de la part du Fonds des communes revenant aux communes de la région wallonne

L'Exécutif régional wallon,

Vu la loi du 5 janvier 1976 relative aux propositions budgétaires 1975-1976, notamment l'article 78;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 6, § 1er, VIII, 2°;

Vu l'arrêté royal du 16 décembre 1976 instituant un Fonds des communes;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant que, eu égard à la situation financière des communes, il s'indique de fixer sans retard les règles de répartition de la part du Fonds des communes revenant aux communes de la Région wallonne;

Sur la proposition du Ministre-Président, chargé de la Tutelle et des Relations extérieures,

Arrête :

## CHAPITRE I. — Dispositions générales

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, les communes de la Région wallonne sont classées en trois catégories :

- 1° première catégorie : les communes de Charleroi et Liège;
- 2° deuxième catégorie : les communes d'Arlon, Eupen, Huy, La Louvière, Mons, Mouscron, Namur, Ottignies-Louvain-la-Neuve, Seraing, Tournai et Verviers;
- 3° troisième catégorie : les autres communes.

Art. 2. Après déduction du pourcentage alloué au Fonds spécial de l'aide sociale en exécution de l'article 105 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale, la part du Fonds des communes revenant aux communes de la Région wallonne est divisée en quatre parties :

- 1° 97 p.c. sont attribués :
  - a) à concurrence de 34,89 p.c. aux communes de la première catégorie;
  - b) à concurrence de 18,21 p.c. aux communes de la seconde catégorie;
  - c) à concurrence de 46,90 p.c. aux communes de la troisième catégorie;
- 2° 3 p.c. sont attribués :
  - a) à concurrence de 25 p.c. à un Fonds « services d'incendie »;
  - b) à concurrence de 25 p.c. à un Fonds d'aide exceptionnelle, dit « économique et social »;
  - c) à concurrence de 50 p.c. à un Fonds d'aide exceptionnelle, dit « de solidarité ».

## CHAPITRE II. — Communes de la première catégorie

Art. 3. La part de 34,89 p.c. destinée aux communes de la première catégorie est répartie comme suit :

- 1° chaque commune reçoit une somme égale à la quote-part qu'elle a reçue dans le Fonds des communes de 1981;
- 2° le solde est attribué par parts égales à chaque commune.

## CHAPITRE III. — Communes de la deuxième catégorie

Art. 4. La part de 18,21 p.c. destinée aux communes de la deuxième catégorie est répartie au prorata du chiffre de la population de chaque commune multiplié par le coefficient fiscal déterminé conformément à l'article 5,

Art. 5. Le coefficient fiscal visé à l'article 4 est déterminé comme suit :

1° il est établi une fraction ayant, pour numérateur, le montant par habitant du total des redevances et impôts communaux diminué du produit par habitant des taxes de répartition et de la taxe communale additionnelle à l'impôt des personnes physiques et, pour dénominateur, le produit par habitant de cette dernière taxe, ramenée au taux de 1 p.c.

Le produit de la taxe communale additionnelle à l'impôt des personnes physiques est fictivement fixé, pour l'application de l'alinéa précédent :

à 6 p.c. et 1 p.c. de l'impôt sur les personnes physiques perçu au profit de l'Etat pour les communes qui n'ont pas établi la taxe;

à six fois le produit de la taxe communale ramenée au taux de 1 p.c. pour les communes qui l'ont établie à un taux inférieur à 6 p.c.;

2° le quotient obtenu pour chaque commune par l'opération visée au 1° est normalisé comme suit :

a) par la soustraction de la moyenne arithmétique des quotients des communes de la catégorie;

b) par la division du résultat précédent par l'écart-type relatif à ces mêmes quotients;

3° le quotient ainsi normalisé est divisé par 5 et majoré d'une unité.

Art. 6. Par dérogation à l'article 4 :

1° il est attribué aux communes qui n'ont pas établi une taxe additionnelle de 6 p.c. à l'impôt des personnes physiques, une somme égale à la quote-part qu'elles ont effectivement obtenue, pour l'année 1981, en exécution des articles 4 et 6 de l'arrêté royal du 7 août 1981 fixant les règles de répartition de la part du Fonds des communes revenant aux communes de la Région wallonne;

2° il est attribué aux communes qui n'ont pas établi au moins 900 additionnels au précompte immobilier, une somme égale à la quote-part qu'elles ont effectivement obtenue, pour l'année 1981, en exécution des articles 4 et 6 de l'arrêté royal du 7 août 1981 fixant les règles de répartition de la part du Fonds des communes revenant aux communes de la Région wallonne.

Cette dérogation n'est pas applicable aux communes dont la quote-part, établie en exécution desdits articles 4 et 6, est inférieure d'au moins 4 p.c. à celle qu'elles auraient obtenue par la seule application de l'article 4;

3° il est garanti aux autres communes une somme égale à la quote-part qu'elles ont effectivement obtenue, pour l'année 1981, en exécution des articles 4 et 6 de l'arrêté royal du 7 août 1981 susvisé, majorée de 3 p.c.

Les compléments de recettes nécessaires à l'application du 3° de l'alinéa précédent sont dégagés par la limitation du pourcentage maximum d'accroissement des quotes-parts calculées conformément à l'article 4 par rapport à celles allouées pour 1981 en exécution des articles 4 et 6 de l'arrêté royal du 7 août 1981 précité.

## CHAPITRE IV. — Communes de la troisième catégorie

Art. 7. La part de 46,90 p.c. destinée aux communes de la troisième catégorie est répartie au prorata du chiffre de la population de chaque commune, multiplié par un coefficient fiscal déterminé conformément à l'article 5 et par le coefficient de la densité de la population fixé à l'article 8, et divisé par le produit par habitant de la taxe communale additionnelle à l'impôt des personnes physiques, ramenée au taux de 1 p.c.

Ce dernier produit est fixé fictivement à 1 p.c. de l'impôt sur les personnes physiques perçu au profit de l'Etat pour les communes qui n'ont pas établi la taxe communale.

Art. 8. Le coefficient de densité de la population des communes visées à l'article 7 est fixé selon le tableau ci-joint :

Densité	Coefficient de densité
Moins de 60 habitants par km <sup>2</sup>	1,30
De 60 à 79 habitants par km <sup>2</sup>	1,20
De 80 à 89 habitants par km <sup>2</sup>	1,15
De 90 à 99 habitants par km <sup>2</sup>	1,10
De 100 à 249 habitants par km <sup>2</sup>	1,05
De 250 à 499 habitants par km <sup>2</sup>	1,10
De 500 à 749 habitants par km <sup>2</sup>	1,20
Plus de 749 habitants par km <sup>2</sup>	1,30

Art. 9. Par dérogation à l'article 7 :

1° il est attribué aux communes qui n'ont pas établi une taxe additionnelle de 6 p.c. à l'impôt des personnes physiques, une somme égale à la quote-part qu'elles ont effectivement obtenue, pour l'année 1981, en exécution des articles 7 et 9 de l'arrêté royal du 7 août 1981 fixant les règles de répartition de la part du Fonds des communes revenant aux communes de la Région wallonne;

2° il est attribué aux communes qui n'ont pas établi au moins 90 additionnels au précompte immobilier, une somme égale à la quote-part qu'elles ont effectivement obtenue, pour l'année 1981, en exécution des articles 7 et 9 de l'arrêté royal du 7 août 1981 fixant les règles de répartition de la part du Fonds des communes revenant aux communes de la Région wallonne. Toutefois, cette dérogation n'est pas applicable aux communes dont la quote-part, établie en exécution desdits articles 7 et 9, est inférieure d'au moins 4 p.c. à celle qu'elles auraient obtenue par la seule application de l'article 7;

3° il est garanti aux autres communes une somme égale à la quote-part qu'elles ont effectivement obtenue, pour l'année 1981, en exécution des articles 7 et 9 de l'arrêté royal du 7 août 1981 susvisé, majorée de 3 p.c.

Les compléments de recettes nécessaires à l'application du 3° de l'alinéa précédent sont dégagés par la limitation du pourcentage maximum d'accroissement des quotes-parts calculées conformément à l'article 7, par rapport à celles allouées pour 1981 en exécution des articles 7 et 9 de l'arrêté royal du 7 août 1981, précité.

#### CHAPITRE V. — Du Fonds « Services d'incendie » et des Fonds d'aide exceptionnels

Art. 10. Le Fonds « Services d'incendie » est réparti entre les communes centres d'un service régional d'incendie de la classe Y, au prorata de la population des communes qui composent le groupe.

Art. 11. Le Fonds d'aide exceptionnelle dit « économique et social » est réparti entre les communes au prorata des pertes d'emplois correspondant à la différence entre le nombre de personnes occupées en 1978 et en 1980 sur le territoire des communes.

Le nombre de personnes occupées est celui qui est pris en considération pour l'établissement des rôles exécutoires des taxes communales sur le personnel occupé.

Art. 12. § 1er. Le Fonds d'aide exceptionnelle dit « de solidarité » est scindé en deux tranches d'un montant égal.

§ 2. a) la première tranche est attribuée :

1° aux communes dont le centre public d'aide sociale gère un ou plusieurs hôpitaux;

2° aux communes membres d'une intercommunale qui gère un hôpital;

3° aux communes dont les représentants constituent la majorité du conseil d'administration d'un établissement d'utilité publique qui gère un hôpital;

b) le montant de la tranche est réparti entre les hôpitaux gérés par les organismes visés au 1° au prorata du nombre de journées d'hospitalisation enregistrées pendant l'année 1981.

La part revenant à chaque hôpital est attribuée :

1° à la commune dont le centre public d'aide sociale gère l'hôpital;

2° aux communes membres de l'intercommunale qui gère l'hôpital, au prorata du total des parts sociales libérées des communes et des centres publics d'aide sociale;

3° aux communes représentées au conseil d'administration de l'établissement d'utilité publique qui gère l'hôpital, au prorata des chiffres de la population de droit, par commune à la date du 1er janvier 1981.

§ 3. Le montant de la deuxième tranche est réparti entre les communes dont le revenu moyen par habitant soumis, pour l'exercice 1980, à l'impôt des personnes physiques et à l'impôt des non-résidents, est inférieur à 120 000 francs.

La quote-part de chaque commune est calculée au prorata de la différence entre le revenu moyen par habitant de la commune visé à l'alinéa 1er et celui de la Région, multipliée par le chiffre de la population de la commune.

Pour l'exécution du présent paragraphe sont pris en considération les chiffres de la population de droit, par commune, à la date du 1er janvier 1980.

Art. 13. Ne participent pas aux répartitions visées aux articles 10, 11 et 12, les communes auxquelles il est attribué dans le Fonds des communes de 1982, en application des articles 6, 1° et 2°, et 9, 1° et 2°, une quote-part égale à celle qu'elles ont effectivement obtenue, pour l'année 1981, en exécution des articles 4, 6, 7 et 9 de l'arrêté royal du 7 août 1981 fixant les règles de répartition de la part du Fonds des communes revenant aux communes de la Région wallonne.

#### CHAPITRE VI.

##### De la répartition de la provision. — Index

Art. 14. Le complément éventuel de recettes revenant aux communes de la Région wallonne à la suite de la hausse de l'indice des prix à la consommation est attribuée comme suit :

1° 34,89 p.c. sont répartis par parts égales entre les communes de la première catégorie;

2° 18,21 p.c. sont répartis entre les communes de la deuxième catégorie au prorata des quotes-parts déjà attribuées en exécution des articles 4 et 6;

3° 46,90 p.c. sont répartis entre les communes de la troisième catégorie au prorata des quotes-parts déjà attribuées en exécution des articles 7 et 9.

#### CHAPITRE VII. — Mesures d'exécution

Art. 15. Pour l'application du présent arrêté, sont pris en considération :

1° la population des communes telle qu'elle résulte du relevé des chiffres officiels de la population au 1er janvier de la dernière année qui précède celle à laquelle se rapporte la répartition;

2° le rendement communiqué par le Ministère des Finances de la taxe communale additionnelle à l'impôt des personnes physiques pour le dernier exercice d'imposition connu;

3° les montants des redevances et des impôts communaux autres que la taxe visée au 2° et portés en droits constatés propres à l'exercice au service ordinaire des comptes communaux de l'avant-dernière année qui précède celle à laquelle se rapporte la répartition.

Toutefois, pour l'application de l'article 5, 1° sont pris en considération les montants des « taxes de répartition » établis pour l'exercice précédant celui auquel se rapporte la répartition;

4° les taux des centimes additionnels au précompte immobilier et de la taxe additionnelle à l'impôt des personnes physiques établis avant le 1er juillet de et pour l'exercice auquel se rapporte la répartition ou, à défaut, les taux établis pour l'exercice précédent.

Art. 16. Des avances semestrielles sont accordées aux communes jusqu'à l'établissement de leurs quotes-parts dans les répartitions fixées par le présent arrêté.

Ces avances sont versées dans le courant du premier mois du semestre. Elles sont égales à 50 p.c. des quotes-parts attribuées aux communes dans les répartitions de l'année précédente, à l'exclusion des quotes-parts attribuées en application des articles 10 et 11 du présent arrêté.

Si le montant global des avances versées à une commune est supérieur à la part qui lui revient dans la répartition, la différence est récupérée par la S.A. « Crédit communal de Belgique » qui en débite le compte ouvert à la commune.

Art. 17. § 1er. Le Ministre ayant la Tutelle dans ses attributions rectifie les erreurs éventuelles dans la répartition de la part destinée aux communes de la première catégorie.

L'arrêté qu'il prend à cette fin est notifié pour exécution à la S.A. « Crédit communal de Belgique ».

§ 2. Si, après répartition des parts destinées aux communes de la deuxième catégorie et de la troisième catégorie, il est constaté qu'une erreur a été commise au détriment d'une commune, la

somme dont celle-ci a été privée lui est allouée par prélèvement à l'occasion de la répartition correspondante afférente à une année ultérieure. Cette somme est calculée suivant les règles appliquées pour la répartition à l'occasion de laquelle l'erreur a été commise.

§ 3. Si, après répartition des parts destinées aux communes de la deuxième et de la troisième catégorie, il est constaté qu'une erreur a été commise au profit d'une commune, le Ministre ayant la Tutelle dans ses attributions ordonne la récupération de la somme allouée indûment et la répartit entre les communes bénéficiaires de la même répartition, au prorata de leurs quotes-parts dans celle-ci compte tenu de la réduction appliquée à la part entachée d'erreur.

L'arrêté ministériel est notifié pour exécution à la S.A. « Crédit communal de Belgique ».

#### CHAPITRE VIII. — Dispositions finales

Art. 18. Le présent arrêté est applicable pour la première fois à la répartition de la part du Fonds des communes de 1982 revenant aux communes de la Région wallonne.

Art. 19. Le Ministre-Président chargé de la Tutelle et des Relations extérieures est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 17 septembre 1982.

Le Ministre-Président de la Région wallonne,  
chargé de la Tutelle et des Relations extérieures,

A. DAMSEAUX

Le Ministre de l'Economie wallonne,

J.-M. DEHOUSSE

#### ÜBERSETZUNG

#### WALLONISCHE REGION

D. 82 — 1571

#### 17. SEPTEMBER 1982. — Erlass des Wallonischen Regionalen Exekutive zur Festlegung der Regeln für die Verteilung des den Gemeinden der wallonische Region zustehenden Anteils am Gemeindefonds

Aufgrund des Gesetzes vom 5. Januar 1976 über die Haushaltsvorschläge 1975-1976, insbesondere des Artikels 78;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, insbesondere des Artikels 6, § 1, VIII, Punkt 2;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 16. Dezember 1976 zur Einführung eines Gemeindefonds;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, so wie er durch das Gesetz vom 9. August 1980 abgeändert worden ist;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung dessen, dass es unter Berücksichtigung der finanziellen Lage der Gemeinden angebracht ist, die Regeln für die Verteilung des den Gemeinden der wallonischen Region zustehenden Anteils am Gemeindefonds unverzüglich festzulegen;

Auf Vorschlag des mit der Aufsicht und den Auslandsbeziehungen beauftragten Ministerpräsidenten,

Beschliesst die Wallonische Regionalen Exekutive :

#### KAPITEL I. — Allgemeine Bestimmungen

Artikel 1. Für die Anwendung dieses Erlasses werden die Gemeinden der wallonische Region in drei Kategorien geordnet :

1. erste Kategorie : die Gemeinden Charleroi und Lüttich;
2. zweite Kategorie : die Gemeinden Arlon, Eupen, Huy, La Louvière, Mons, Mouscron, Namür, Ottignies-Louvain-la-Neuve, Seraing, Tournai und Verviers;
3. dritte Kategorie : die anderen Gemeinden.

Art. 2. Der den Gemeinden der wallonischen Region zustehende Anteil am Gemeindefonds wird nach Abzug des Prozentsatzes, der dem Sonderfonds für Sozialhilfe in Durchführung von Artikel 105 des Grundgesetzes des öffentlichen Sozialhilfeszentren vom 8. Juli 1976 gewährt wird, in vier Teile aufgeteilt.

1. 97 % werden folgendermassen verteilt :

- a) bis zu 34,89 % an die Gemeinden der ersten Kategorie;
- b) bis zu 18,21 % an die Gemeinden der zweiten Kategorie;
- c) bis zu 46,90 % an die Gemeinden der dritten Kategorie;

2. 3 % werden folgendermassen verteilt :

- a) bis zu 25 % an den « Feuerwehrdienstfonds »;

b) bis zu 25 % an den sog. « wirtschaftlichen und sozialen Fonds » für aussergewöhnliche Hilfe;

c) bis zu 50 % an den sog. « Solidaritätsfonds » für aussergewöhnliche Hilfe.

#### KAPITEL II. — Gemeinden der ersten Kategorie

Art. 3. Der Anteil von 34,89 %, der für die Gemeinden der ersten Kategorie bestimmt ist, wird folgendermassen aufgeteilt :

1. jede Gemeinde erhält einen Betrag, der am Anteil entspricht, den sie im Gemeindefonds für 1981 erhalten hat;
2. der Restbetrag wird jeder Gemeinde zu gleichen Teilen gewährt.

#### KAPITEL III. — Gemeinden der zweiten Kategorie

Art. 4. Der Anteil von 18,21 %, der für die Gemeinden der zweiten Kategorie bestimmt ist, wird im Verhältnis zur Einwohnerzahl jeder Gemeinde aufgeteilt, nachdem diese Einwohnerzahl mit dem gemäss Artikel 5 festgelegten Steuerkoeffizienten multipliziert wurde.

Art. 5. Der in Artikel 4 erwähnte Steuerkoeffizient wird wie folgt festgelegt :

1. Es wird ein Bruch aufgestellt, dessen Zähler der Betrag pro Einwohner der gesamten Gemeindegebühren und -steuern ist, nachdem diese um den Ertrag pro Einwohner der Verteilungssteuern und der Gemeindezuschlagsteuer zu der Steuer auf die natürlichen Personen verringert wurden, und dessen Nenner der Ertrag pro Einwohner dieser letzten auf 1 % reduzierten Steuer ist.

Der Ertrag der Gemeindezuschlagsteuer zu der Steuer auf die natürlichen Personen wird für die Anwendung des vorhergehenden Absatzes fiktiv festgelegt, u.z. :

— auf 6 % und 1 % der zugunsten des Staates erhobenen Steuer auf die natürlichen Personen für die Gemeinden, die die Steuer nicht eingeführt haben;

— auf sechs mal den Ertrag der auf 1 % reduzierten Gemeindesteuer für die Gemeinden, die sie auf einen Satz festgesetzt haben, der niedriger liegt als 6 %;

2. Der für jede Gemeinde durch das in Punkt 1 erwähnte Verfahren erhaltene Quotient wird wie folgt normalisiert :

a) durch die Subtraktion des arithmetischen Mittels der Quotienten der Gemeinden der Kategorie;

b) durch die Teilung des vorigen Ergebnisses durch die Standardabweichung, die sich auf dieselben Quotienten bezieht.

3. Der so normalisierte Quotient wird durch 5 geteilt und um eine Einheit erhöht.

**Art. 6. In Abweichung von Artikel 4 :**

1. wird den Gemeinden, die keine Zuschlagsteuer von 6 % zur Steuer auf die natürlichen Personen eingeführt haben, ein Betrag gewährt, der dem Anteil entspricht, den sie in Durchführung der Artikel 4 und 6 des Königlichen Erlasses vom 7. August 1981 zur Festlegung der Verteilungsregeln des den Gemeinden der wallonischen Region zustehenden Anteils am Gemeindefonds effektiv für 1981 erhalten haben.

2. wird den Gemeinden, die nicht mindestens 900 Zuschlagshundertstel zur Immobilienvorbelastung festgelegt haben, ein Betrag gewährt, der dem Anteil entspricht, den sie in Durchführung der Artikel 4 und 6 des Königlichen Erlasses vom 7. August 1981 zur Festlegung der Verteilungsregeln des den Gemeinden der wallonischen Region zustehenden Anteils am Gemeindefonds effektiv für 1981 erhalten haben.

Diese Abweichung ist nicht anwendbar auf Gemeinden, deren in Durchführung der Artikel 4 und 6 festgelegter Anteil mindestens 4 % unter dem Anteil liegt, den sie erhalten hätten, wenn nur Artikel 4 angewandt worden wäre.

3. wird den anderen Gemeinden ein Betrag gesichert, der dem um 3 % erhöhten Anteil entspricht, den sie in Durchführung der Artikel 4 und 6 des obenerwähnten Königlichen Erlasses vom 7. August 1981 effektiv für 1981 erhalten haben.

Die für die Anwendung von Punkt 3 des vorhergehenden Absatzes erforderlichen Zusatzeinnahmen werden durch die Beschränkung des höchsten Erhöhungsprozentsatzes der gemäss Artikel 4 berechneten Anteile im Verhältnis zu denen, die in Durchführung der Artikel 4 und 6 des obenerwähnten Königlichen Erlasses vom 7. August 1981 für 1981 gewährt wurden, erhalten.

**KAPITEL IV. — Gemeinden der dritten Kategorie**

**Art. 7.** Der Anteil von 46,90 %, der für die Gemeinden der dritten Kategorie bestimmt ist, wird im Verhältnis zur Einwohnerzahl jeder Gemeinde aufgeteilt, nachdem diese Einwohnerzahl mit dem gemäss Artikel 5 festgelegten Steuerkoeffizienten, und dem in Artikel 8 festgelegten Koeffizienten der Bevölkerungsdichte multipliziert und durch den Ertrag pro Einwohner der auf 1 % reduzierten Gemeindefundzuschlagsteuer auf die natürlichen Personen geteilt worden ist.

Dieser letzte Ertrag wird fiktiv auf 1 % der zugunsten des Staates erhobenen Steuer auf die natürlichen Personen festgelegt für die Gemeinden, die die Gemeindesteuer nicht eingeführt haben.

**Art. 8.** Der Koeffizient der Bevölkerungsdichte der in Artikel 7 gemeinten Gemeinden wird nach der folgenden Tabelle festgelegt :

Dichte	Koeffizient der Dichte
Weniger als : 60 Einwohner pro km <sup>2</sup>	1,30
Von 60 bis 79 Einwohner pro km <sup>2</sup>	1,20
Von 80 bis 89 Einwohner pro km <sup>2</sup>	1,15
Von 90 bis 99 Einwohner pro km <sup>2</sup>	1,10
Von 100 bis 249 Einwohner pro km <sup>2</sup>	1,05
Von 250 bis 499 Einwohner pro km <sup>2</sup>	1,10
Von 500 bis 749 Einwohner pro km <sup>2</sup>	1,20
Mehr als 749 Einwohner pro km <sup>2</sup>	1,30

**Art. 9. In Abweichung von Artikel 7 :**

1. wird den Gemeinden, die keine Zuschlagsteuer von 6 % zur Steuer auf die natürlichen Personen eingeführt haben, ein Betrag gewährt, der dem Anteil entspricht, den sie in Durchführung der Artikel 7 und 9 des Königlichen Erlasses vom 7. August 1981 zur Festlegung der Verteilungsregeln des den Gemeinden der wallonischen Region zustehenden Anteils am Gemeindefonds effektiv für 1981 erhalten haben.

2. wird den Gemeinden, die nicht mindestens 900 Zuschlagshundertstel zur Immobilienvorbelastung festgelegt haben, ein Betrag gewährt, der dem Anteil entspricht, den sie in Durchführung der Artikel 7 und 9 des Königlichen Erlasses vom 7. August 1981 zur Festlegung der Verteilungsregeln des den Gemeinden der wallonischen Region zustehenden Anteils am Gemeindefonds effektiv für 1981 erhalten haben. Diese Abweichung ist jedoch nicht anwendbar auf Gemeinden, deren in Durchführung der obenerwähnten Artikel 7 und 9 festgelegter Anteil mindestens 4 % unter dem Anteil liegt, den sie erhalten hätten, wenn nur Artikel 3 angewandt worden wäre.

3. wird den anderen Gemeinden ein Betrag gesichert, der dem um 3 % erhöhten Anteil entspricht, den sie in Durchführung der Artikel 7 und 9 des obenerwähnten Königlichen Erlasses vom 7. August 1981 effektiv für 1981 erhalten haben.

Die für die Anwendung von Punkt 3 des vorhergehenden Absatzes erforderlichen Zusatzeinnahmen werden durch die Beschränkung des höchsten Erhöhungsprozentsatzes des gemäss Artikel 7 berechneten Anteile im Verhältnis zu denen, die in Durchführung der Artikel 7 und 9 des obenerwähnten Königlichen Erlasses vom 7. August 1981 für 1981 gewährt wurden, erhalten.

**KAPITEL V. — Der « Feuerwehrendienstfonds und die Fonds für aussergewöhnliche Hilfe**

**Art. 10.** Der « Feuerwehrendienstfonds » wird unter die Zentrumsgemeinden eines regionalen Feuerwehrendienstes der Klasse Y im Verhältnis zu der Bevölkerung der Gemeinden, die die Gruppe bilden, verteilt.

**Art. 11.** Der Fonds für aussergewöhnliche Hilfe, « wirtschaftlicher und sozialer Fonds » genannt, wird unter die Gemeinden verteilt im Verhältnis zu den Arbeitsplatzverlusten, die der Differenz zwischen der Anzahl der 1978 und 1980 auf dem Territorium der Gemeinden beschäftigten Personen entsprechen.

Die Anzahl der beschäftigten Personen ist diejenige, die gleichfalls als Grundlage für die Aufstellung der Heberolle der Gemeindesteuern auf das beschäftigte Personal in Betracht gezogen wird.

**Art. 12.** Der Fonds für aussergewöhnliche Hilfe, « Solidaritätsfonds » genannt, wird in zwei Tranchen eines gleich hohen Betrags aufgeteilt.

§ 2. a) Die erste Tranche wird zugeteilt :

1° den Gemeinden, deren öffentliches Sozialhilfezentrum ein oder mehrere Krankenhäuser verwaltet;

2° den Gemeinden, welche Mitglied einer ein Krankenhaus verwaltenden Interkommunale sind;

3° den Gemeinden, deren Vertreter die Mehrheit bilden des Verwaltungsrates einer ein Krankenhaus verwaltenden Einrichtung öffentlichen Nutzens.

b) Der Betrag der Tranche wird unter die durch die im § 1 erwähnten Einrichtungen verwalteten Krankenhäuser verteilt im Verhältnis zu der im Laufe des Jahres 1981 aufgeführten Anzahl der im Krankenhaus verbrachten Tage.

Der jedem Krankenhaus zukommenden Betrag wird zugeteilt :

1° der Gemeinde, deren öffentliches Sozialhilfezentrum das Krankenhaus verwaltet;

2° den Gemeinden, welche Mitglied der das Krankenhaus verwaltenden Interkommunale sind, im Verhältnis zu der Gesamtzahl der freigesetzten Anteile der Gemeinden und der öffentlichen Sozialhilfezentren;

3° der Gemeinden, die im Verwaltungsrat der das Krankenhaus verwaltenden Einrichtung öffentlichen Nutzens vertreten sind, im Verhältnis zur wirklichen Bevölkerungszahl jeder Gemeinde am 1. Januar 1981.

§ 3. Der Betrag der zweiten Tranche wird unter die Gemeinden verteilt, deren Einwohner, die für das Rechnungsjahr 1980 der Steuer der natürlichen Personen und der Steuer der Nichtansässigen unterliegen, ein Durchschnittseinkommen unter 120 000 F haben.

Der Anteil jeder Gemeinde wird berechnet im Verhältnis zur Differenz zwischen dem Durchschnittseinkommen pro Einwohner der im Absatz 1 erwähnten Gemeinde und demjenigen der Region, multipliziert mit der Bevölkerungszahl der Gemeinde.

Für die Ausführung des gegenwärtigen Paragraphen gilt die wirkliche Bevölkerungszahl pro Gemeinde am 1. Januari 1980.

**Art. 13.** Von den in den Artikeln 10, 11 und 12 erwähnten Verteilungen ausgeschlossen sind die Gemeinden, welchen im Gemeindefonds für 1982, in Anwendung der Artikel 6, 1° und 2°, und 9, 1° und 2°, ein Anteil gewährt wird, der dem 1981 tatsächlich erhaltenen entspricht, in Ausführung der Artikel 4, 6 und 9 des Königlichen Erlasses vom 7. August 1981 zur Festlegung der Regeln für die Verteilung des den Gemeinden der wallonischen Region zustehenden Anteils am Gemeindefonds.

**KAPITEL VI. — Die Verteilung des Index-Vorrates**

**Art. 14.** Der eventuelle Einnahmezusatz, der den Gemeinden der wallonischen Region infolge der Steigerung des Indexes des Verbraucherpreise zusteht, wird wie folgt gewährt :

1. 34,89 % werden zu gleichen Teilen unter die Gemeinden der ersten Kategorie verteilt;

2. 18,21 % werden im Verhältnis zu den schon in Durchführung der Artikel 4 und 6 gewährten Anteilen unter die Gemeinden der zweiten Kategorie verteilt;

3. 46,90 % werden im Verhältnis zu den schon in Durchführung der Artikel 7 und 9 gewährten Anteilen unter die Gemeinden der dritten Kategorie verteilt.

#### KAPITEL VII. — Durchführungsmassnahmen

Ar. 15. Für die Anwendung vorliegenden Erlasses werden berücksichtigt :

1. die Bevölkerungszahl der Gemeinden, so wie sie sich aus der Verzeichnis des offiziellen Bevölkerungszahlen am 1. Januar des letzten Jahres vor dem, auf das sich die Verteilung bezieht, ergibt;

2. der vom Finanzminister mitgeteilte Ertrag der Gemeindegewerbesteuer zur Steuer auf die natürlichen Personen für das letzte bekannte Rechnungsjahr;

3. die Beträge der anderen Gebühren und Gemeindesteuern als die in Punkt zwei erwähnte Steuer, die als festgestellte Anrechte für das eigentliche Rechnungsjahr im ordentlichen Dienst der Gemeindefinanzrechnungen der vorletzten Jahres eingetragen sind, das dem Jahr vorausgeht, auf das sich die Verteilung bezieht. Für die Anwendung von Artikel 5, Punkt 1, werden jedoch die Beträge der für des Rechnungsjahr, auf das sich die Verteilung bezieht, festgelegten « Verteilungssteuern » berücksichtigt.

4. die Sätze der Zuschlagshunderstel zur Immobilienvorbelastung und der Zuschlagsteuer zur Steuer auf die natürlichen Personen, die vor dem 1. Juli des und für das Rechnungsjahr(s) festgelegt sind, auf das sich die Verteilung bezieht, oder in Ermangelung die für das vorige Rechnungsjahr festgelegten Sätze.

Art. 16. Den Gemeinden werden halbjährliche Vorschüsse gewährt, bis ihre Anteile bei den durch diesen Erlass bestimmten Verteilungen festgelegt sind.

Diese Vorschüsse werden im Laufe der ersten Monate des Halbjahres ausgezahlt. Sie entsprechen 50 % der Anteile, die den Gemeinden bei den Verteilungen des vorigen Jahres gewährt wurden, mit Ausnahme von den Anteilen, die in Anwendung der Artikel 10 und 11 dieses Erlasses gewährt wurden.

Wenn der Globalbetrag der einer Gemeinde ausgezahlten Vorschüsse den Anteil übersteigt, der ihr bei der Verteilung zusteht, wird die Differenz von der Aktiengesellschaft « Gemeindegeld von Belgien » beigesteuert, die das laufende Konto der Gemeinde mit diesem Betrag belastet.

Art. 17. § 1. Der mit der Aufsicht beauftragte Minister berichtigt die eventuellen Irrtümer bei der Verteilung des für die Gemeinden der ersten Kategorie bestimmten Anteils. Der zu diesem Zweck erlassene Erlass wird der AG « Gemeindegeld von Belgien » zwecks Durchführung zugestellt.

§ 2. Wenn nach der Verteilung der für die Gemeinden der 2. und der 3. Kategorie bestimmten Anteile festgestellt wird, dass ein Irrtum zum Nachteil einer Gemeinde begangen worden ist, wird ihr der Betrag, der ihr vorenthalten worden ist, anlässlich der entsprechenden Verteilung eines späteren Jahres durch Erhebung gewährt. Dieser Betrag wird nach der Regeln berechnet, die für die Verteilung galten, bei der der Irrtum begangen wurde.

§ 3. Wenn nach der Verteilung der für die Gemeinden der 2. und der 3. Kategorie bestimmten Anteile festgestellt wird, dass ein Irrtum zum Vorteil einer Gemeinde begangen worden ist, befiehlt der mit der Aufsicht beauftragte Minister die Beitreibung des unberechtigt gewährten Betrages und verteilt sie unter die berechtigten Gemeinden derselben Verteilung u.z. im Verhältnis zu ihren Anteilen bei dieser Verteilung und unter Berücksichtigung der am fehlerhaften Anteil angewandeten Verminderung.

Der Ministerialerlass wird der AG « Gemeindegeld von Belgien » zwecks Durchführung zugestellt.

#### KAPITEL VIII. — Schlussbestimmungen

Art. 18. Der vorliegende Erlass gilt zum ersten Mal für die Verteilung der den Gemeinden der wallonischen Region zukommenden Anteils am Gemeindefonds für das Jahr 1982.

Art. 19. Der mit der Aufsicht und den Auslandsbeziehungen beauftragte Minister-Präsident ist mit der Ausführung dieses Erlasses beauftragt.

Brüssel, den 17. September 1982.

Der Minister-Präsident der wallonischen Region,  
beauftragt mit der Aufsicht und den Auslandsbeziehungen,

A. DAMSEAUX

Der Minister der wallonischen Wirtschaft,

J.-M. DEHOUSSE

—  
VERTALING

—  
WAALSE GEWEST

N. 82 — 1571

17 SEPTEMBER 1982. — Besluit van de Waalse gewestexecutieve houdende vaststelling van de regelen voor de omslag van het gedeelte van het Gemeentefonds dat aan de gemeenten van het Waalse Gewest toevallt

De Waalse Executieve,

Gelet op de wet van 5 januari 1976 betreffende de budgettaire voorstellen 1975-1976, inzonderheid op artikel 78;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tof hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 6, § 1, VIII, 2°;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 december 1976 tot instelling van een Gemeentefonds;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, en 1, zoals het gewijzigd werd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzaak;

Overwegende dat het wegens de financiële toestand van de gemeenten geboden is onverwijld de regelen vast te stellen voor de omslag van het gedeelte van het Gemeentefonds dat aan de gemeenten van het Waalse Gewest toevallt;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter, belast met het Toezicht en de Buitenlandse Betrekkingen,

Besluit :

#### HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit worden de gemeenten van het Waalse Gewest in drie categorieën ingedeeld :

1° eerste categorie : de gemeenten Charleroi en Luik;

2° tweede categorie : de gemeenten Aarlen, Eupen, Hoel, La Louvière, Bergen, Moeskroen, Namen, Ottignies-Louvain-la-Neuve, Seraing, Doornik en Verviers;

3° derde categorie : de andere gemeenten.

Art. 2. Na aftrek van het percentage dat ter uitvoering van artikel 105 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, is toegekend aan

het Bijzonder Fonds voor maatschappelijk welzijn, wordt het gedeelte van het Gemeentefonds dat aan de gemeenten van het Waalse Gewest toevalt, in vier delen verdeeld :

1° 97 pct. wordt toegekend :

a) tot beloop van 34,89 pct., aan de gemeenten van de eerste categorie;

b) tot beloop van 18,21 pct., aan de gemeenten van de tweede categorie;

c) tot beloop van 46,90 pct., aan de gemeenten van de derde categorie;

2° 3 pct. wordt toegekend :

a) tot beloop van 25 pct. aan een Fonds « Brandweerdiensten »;

b) tot beloop van 25 pct. aan een « sociaal en economisch uitzonderlijk hulpfonds »;

c) tot beloop van 50 pct. aan een uitzonderlijk Hulpfonds, « solidariteitsfonds » genoemd.

#### HOOFDSTUK II. — Gemeenten van de eerste categorie

Art. 3. Het deel van 34,89 pct. bestemd voor de gemeenten van de eerste categorie, wordt omgeslagen als volgt :

1° elke gemeente ontvangt een som gelijk aan het aandeel dat zij in het Gemeentefonds voor 1981 heeft ontvangen;

2° het saldo wordt, bij gelijke delen, toegekend aan elke gemeente.

#### HOOFDSTUK III. — Gemeenten van de tweede categorie

Art. 4. Het deel van 18,21 pct. bestemd voor de gemeenten van de tweede categorie, wordt omgeslagen naar rata van het bevolkingscijfer van elke gemeente, vermenigvuldigd met een fiscale coëfficiënt vastgesteld overeenkomstig artikel 5.

Art. 5. De in artikel 4 bedoelde fiscale coëfficiënt wordt vastgesteld als volgt :

1° er wordt een breuk vastgesteld met als teller het bedrag per inwoner van de totale gemeentereducties en -belastingen, vermindert met de opbrengst per inwoner van de omslagbelastingen en van de aanvullende gemeentebelasting op de personenbelasting, en met als noemer de opbrengst per inwoner van laatstgenoemde belasting, teruggebracht tot de aanslagvoet van 1 pct.

De opbrengst van de aanvullende gemeentebelasting op de personenbelasting wordt voor de toepassing van vorig lid fictief vastgesteld :

— op 6 pct. en 1 pct. van de personenbelasting geheven ten voordele van de Staat, voor de gemeenten die de belasting niet hebben geheven;

— op zesmaal de opbrengst van de gemeentebelasting teruggebracht op de aanslagvoet van 1 pct. voor de gemeenten die ze hebben geheven op een lagere aanslagvoet dan 6 pct.;

2° het quotiënt voor elke gemeente bekomen door de in 1° bedoelde bewerking wordt genormaliseerd als volgt :

a) door de aftrek van het rekenkundig gemiddelde van de quotiënten der gemeenten van de categorie;

b) door de deling van de vorige uitkomst door de standaardafwijking betreffende diezelfde quotiënten;

3° het aldus genormaliseerde quotiënt wordt gedeeld door 5 en vermeerderd met één eenheid.

Art. 6. In afwijking van artikel 4 :

1° wordt aan de gemeenten die geen aanvullende belasting van 6 pct. op de personenbelasting hebben geheven een som toegekend die gelijk is aan het aandeel dat zij voor het jaar 1981 werkelijk hebben verkregen in uitvoering van de artikelen 4 en 6 van het koninklijk besluit van 7 augustus 1981 houdende vaststelling van de verdeelsleutels van het gedeelte van het Gemeentefonds bestemd voor de gemeenten van het Waalse Gewest;

2° wordt aan de gemeenten die niet ten minste 900 opcentiemen op de onroerende voorheffing hebben geheven een som toegekend die gelijk is aan het aandeel dat zij voor het jaar 1981 werkelijk hebben verkregen ter uitvoering van de artikelen 4 en 6 van het koninklijk besluit van 7 augustus 1981 houdende vaststelling van de verdeelsleutels van het Gemeentefonds bestemd voor de gemeenten van het Waalse Gewest.

Die afwijking is niet toepasselijk op de gemeenten, waarvan het aandeel vastgesteld ter uitvoering van de vermelde artikelen 4 en 6 ten minste 4 pct. lager is dan het aandeel dat zij met toepassing van artikel 4 alleen zouden verkregen hebben.

3° wordt aan de andere gemeenten een som gewaarborgd die gelijk is aan het aandeel dat zij voor het jaar 1981 werkelijk hebben bekomen ter uitvoering van de artikelen 4 en 6 van bovenvermeld koninklijk besluit van 7 augustus 1981, verhoogd met 3 pct.

De voor toepassing van 3° van vorig lid nodige ontvangsten-complementen worden vrijgemaakt door beperking van het maximaal groeipercentage van de aandelen berekend overeenkomstig artikel 4, ten aanzien van die welke voor 1981 zijn toegekend ter uitvoering van de artikelen 4 en 6 van vorenvermeld koninklijk besluit van 7 augustus 1981.

#### HOOFDSTUK IV. — Gemeenten van de derde categorie

Art. 7. Het deel van 46,90 pct. bestemd voor de gemeenten van de derde categorie, wordt omgeslagen naar rata van het bevolkingscijfer van elke gemeente, vermenigvuldigd met een fiscale coëfficiënt vastgesteld overeenkomstig artikel 5 en met de in artikel 8 vastgestelde coëfficiënt van bevolkingsdichtheid en gedeeld door de opbrengst per inwoner van de aanvullende gemeentebelasting op de personenbelasting, teruggebracht tot de aanslagvoet van 1 pct.

Die opbrengst wordt fictief vastgesteld op 1 pct. van de ten voordele van de Staat geheven belasting voor de gemeenten die de aanvullende belasting niet hebben geheven.

Art. 8. De in artikel 7 bedoelde coëfficiënt van bevolkingsdichtheid wordt vastgesteld overeenkomstig onderstaande tabel :

Dichtheid	Dichtheidscoëfficiënt
Minder dan 60 inwoners per km <sup>2</sup>	1,30
Van 60 tot 79 inwoners per km <sup>2</sup>	1,20
Van 80 tot 89 inwoners per km <sup>2</sup>	1,15
Van 90 tot 99 inwoners per km <sup>2</sup>	1,10
Van 100 tot 249 inwoners per km <sup>2</sup>	1,05
Van 250 tot 499 inwoners per km <sup>2</sup>	1,10
Van 500 tot 749 inwoners per km <sup>2</sup>	1,20
Meer dan 749 inwoners per km <sup>2</sup>	1,30

Art. 9. In afwijking van artikel 7 :

1° wordt aan de gemeenten die niet een aanvullende belasting van 6 pct. op de personenbelasting hebben geheven een som toegekend die gelijk is aan het aandeel dat zij voor het jaar 1981 werkelijk hebben verkregen ter uitvoering van de artikelen 7 en 9 van het koninklijk besluit van 7 augustus 1981 houdende vaststelling van de verdeelsleutels van het gedeelte van het Gemeentefonds bestemd voor de gemeenten van het Waalse Gewest;

2° wordt aan de gemeenten die niet ten minste 900 opcentiemen op de onroerende voorheffing hebben geheven, een som toegekend die ten minste gelijk is aan het aandeel dat zij voor 1981 werkelijk hebben verkregen ter uitvoering van de artikelen 7 en 9 van het koninklijk besluit van 7 augustus 1981 houdende vaststelling van de verdeelsleutels van het gedeelte van het Gemeentefonds bestemd voor de gemeenten van het Waalse Gewest. Die afwijking is echter niet toepasselijk op de gemeenten waarvan het aandeel, vastgesteld ter uitvoering van de vermelde artikelen 7 en 9 ten minste 4 pct. lager is dan het aandeel dat zij met toepassing van artikel 7 alleen zouden verkregen hebben.

3° wordt aan de andere gemeenten een som toegekend die gelijk is aan het aandeel dat zij voor het jaar 1981 werkelijk hebben verkregen ter uitvoering van de artikelen 7 en 9 van het bovenvermeld koninklijk besluit van 7 augustus 1981, verhoogd met 3 pct.

De voor toepassing van 3° van voorgaand lid nodige ontvangsten-complementen worden vrijgemaakt door beperking van het maximaal groeipercentage van de aandelen berekend overeenkomstig artikel 7, ten aanzien van die, welke voor 1981 zijn toegekend ter uitvoering van de artikelen 7 en 9 van voornoemd koninklijk besluit van 7 augustus 1981.

#### HOOFDSTUK V. — Fonds « Brandweerdiensten » en Uitzonderlijke Hulpfondsen

Art. 10. Het Fonds « Brandweerdiensten » wordt omgeslagen over de centrumgemeenten van een gewestelijke brandweerdienst van categorie Y naar rata van de bevolking van de gemeenten, welke tot die groep behoren.

Art. 11. Het « sociaal en economisch » uitzonderlijk hulpfonds wordt omgeslagen over de gemeenten naar rata van verloren gegane betrekkingen overeenkomstig met het verschil tussen het aantal in 1978 en 1980 op het grondgebied van de gemeenten tewerkgestelde personen.

Het aantal tewerkgestelde personen is het aantal dat in aanmerking wordt genomen voor het opmaken van de uitvoerbare kohieren van de gemeentebelastingen op het tewerkgesteld personeel.

Art. 12. § 1. Het « Solidariteitsfonds » wordt in twee tranches van een gelijk bedrag gesplitst.

§ 2. a) De eerste tranche wordt toegekend :

1° aan de gemeenten waarvan het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn één of meer ziekenhuizen beheert;

2° aan de gemeenten, leden van een intercommunale vereniging die een ziekenhuis beheert;

3° aan de gemeenten waarvan de vertegenwoordigers de meerderheid van de raad van beheer vormen van een instelling van openbaar nut die een ziekenhuis beheert.

b) Het bedrag van de tranche wordt omgeslagen over de ziekenhuizen beheerd door de in § 1, bedoelde instellingen naar rata van het aantal tijdens het jaar 1981 geregistreerde opnemingsdagen.

Het deel dat aan elk ziekenhuis toevalt wordt toegekend :

1° aan de gemeenten waarvan het centrum voor maatschappelijk welzijn het ziekenhuis beheert;

2° aan de gemeenten, leden van de intercommunale vereniging die het ziekenhuis beheert, naar rata van het totaal van de door de gemeenten en de openbare centra voor maatschappelijk welzijn volgestorte maatschappelijke aandelen;

3° aan de gemeenten vertegenwoordigd in de raad van beheer van de instelling van openbaar nut die het ziekenhuis beheert, naar rata van de cijfers van de werkelijke bevolking, per gemeente, op 1 januari 1981.

§ 3. Het bedrag van de tweede tranche wordt omgeslagen over de gemeenten waarvan het gemiddeld inkomen per inwoner die voor het dienstjaar 1980 onderworpen is aan de personenbelasting en aan de belasting op de niet-verblijfhouders, minder dan 120 000 frank bedraagt.

Het aandeel van elke gemeente wordt berekend naar rata van het verschil tussen het gemiddeld inkomen per inwoner van de gemeente bedoeld in het eerste lid en die van het Gewest, vermenigvuldigd met het bevolkingscijfer van de gemeente.

Voor de uitvoering van deze paragraaf, worden de cijfers van de werkelijke bevolking, per gemeente, op 1 januari 1980, in aanmerking genomen.

Art. 13. Aan de in de artikelen 10, 11, en 12 bedoelde omslagen nemen geen deel de gemeenten waaraan in het Gemeentefonds voor 1982 met toepassing van de artikelen 6, 1° en 2°, en 9, 1° en 2°, een aandeel is toegekend gelijk aan het aandeel dat zij voor het jaar 1981 werkelijk hebben verkregen ter uitvoering van de artikelen 4, 6, 7 en 9 van het koninklijk besluit van 7 augustus 1981 houdende vaststelling van de verdeelsleutels van het gedeelte van het Gemeentefonds bestemd voor de gemeenten van het Waalse Gewest.

#### HOOFDSTUK VI. — Verdeling van de indexprovisie

Art. 14. Het eventueel ontvangstencomplement bestemd voor de gemeenten van het Waalse Gewest ingevolge de stijging van het indexcijfer van de consumptieprijzen wordt als volgt toegekend :

1° 34,89 pct. wordt bij gelijke delen omgeslagen over de gemeenten van de eerste categorie;

2° 18,21 pct. wordt omgeslagen over de gemeenten van de tweede categorie naar rata van de reeds toegekende aandelen ter uitvoering van de artikelen 4 en 6;

3° 46,90 pct. wordt omgeslagen over de gemeenten van de derde categorie naar rata van de reeds toegekende aandelen ter uitvoering van de artikelen 7 en 9.

#### HOOFDSTUK VII. — Uitvoeringsmaatregelen

Art. 15. Voor de toepassing van dit besluit worden in aanmerking genomen :

1° de bevolking van de gemeenten zoals zij blijkt uit de opgave van de officiële bevolkingscijfers op 1 januari van het laatste jaar dat voorafgaat aan het jaar waarop de omslag betrekking heeft;

2° de door het Ministerie van Financiën medegedeelde opbrengst van de aanvullende gemeentebelasting op de personenbelasting voor het laatst bekende aanslagjaar;

3° de bedragen van de gemeentereducties en belastingen andere dan de belasting bedoeld onder 2°, welke als vastgestelde rechten eigen aan het dienstjaar zijn opgenomen in de gewone dienst van de gemeenterekeningen over het voorlaatste dienstjaar voorafgaande aan het jaar waarop de omslag betrekking heeft. Voor toepassing van artikel 5, 1°, worden evenwel in aanmerking genomen de bedragen van de « omslagbelastingen » vastgesteld voor het jaar waarop de omslag betrekking heeft;

4° de percentage van de opcentiemen op de onroerende voorheffingen van de aanvullende belasting op de personenbelasting, vastgesteld vóór 1 juli van en voor het dienstjaar waarop de omslag betrekking heeft, of bij ontstentenis daarvan, de procenten vastgesteld voor het voorgaande dienstjaar.

Art. 16. Aan de gemeenten worden semestriële voorschotten toegekend in afwachting van de vaststelling van hun aandelen in de door dit besluit bepaalde omslagen.

Die voorschotten worden gestort in de loop van de eerste maand van het semester. Zij zijn gelijk aan 50 pct. van de aandelen toegekend aan de gemeenten in de omslagen van het voorgaand jaar, met uitsluiting van de aandelen toegekend met toepassing van de artikelen 10 en 11 van dit besluit.

Is het totale bedrag van de voorschotten gestort aan een gemeente hoger dan het aandeel dat haar in de omslag toevalt, dan wordt het verschil verhaald door de N.V. « Gemeentekrediet van België » die de voor de gemeente geopende rekening daarvoor debiteert.

Art. 17. § 1. De Minister tot wiens bevoegdheid het Toezicht behoort, rectificeert de eventuele vergissingen in de omslag van het deel bestemd voor de gemeenten van de eerste categorie. Van het besluit dat hij daartoe neemt, wordt aan de N.V. « Gemeentekrediet van België » kennis gegeven voor uitvoering.

§ 2. Indien, na de omslag van de delen bestemd voor de gemeenten van de tweede en de derde categorie, wordt vastgesteld dat een vergissing werd begaan ten nadele van een gemeente, zal de som die haar werd onthouden, haar worden toegekend door heffing ter gelegenheid van de overeenkomende omslag betreffende een later jaar. Die som wordt berekend volgens de regelen toegepast voor de omslag waarbij de vergissing werd begaan.

§ 3. Indien, na de omslag van de delen bestemd voor de gemeenten van de tweede en derde categorie, wordt vastgesteld dat een vergissing werd begaan ten voordele van een gemeente, gelast de Minister tot wiens bevoegdheid het Toezicht behoort, dat de ten onrechte toegekende som zal worden verhaald en over de op dezelfde omslag gerechtigde gemeenten zal worden omgeslagen in verhouding tot dezer aandeel in de omslag, rekening houdend met de op het foutieve aandeel toegepaste vermindering.

Van het ministerieel besluit wordt aan de N.V. « Gemeentekrediet van België » kennis gegeven voor uitvoering.

#### HOOFDSTUK VIII. — Slotbepalingen

Art. 18. Dit besluit is voor de eerste maal van toepassing op de omslag van het gedeelte van het Gemeentefonds voor 1982, dat aan de gemeenten van het Waalse Gewest toevalt.

Art. 19. De Minister-Voorzitter, belast met het toezicht en de Buitenlandse Betrekkingen, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 17 september 1982.

De Minister-Voorzitter van het Waalse Gewest,  
belast met het Toezicht en de Buitenlandse Betrekkingen,

A. DAMSEAUX

De Minister van de Waalse Economie,

J.-M. DEHOUSSE